



Syrie : une intervention militaire internationale viendrait compromettre toute possibilité d'accord de paix

A la veille d'un vote américain susceptible de déclencher une offensive militaire internationale contre la Syrie, Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'Internationale des Services Publics, a déclaré : « Nous condamnons tout recours aux armes chimiques, particulièrement à l'encontre de citoyens innocents, comme cela nous a été signalé en Syrie. Nous nous opposons également à toute riposte militaire, qui ne fera qu'aggraver la situation humanitaire dans le pays. »

« La PSI s'inquiète fortement de la sécurité de la population syrienne qui subit les violences et la guerre depuis à présent deux ans. Nous nous soucions également du bien-être des millions de réfugiés déplacés au sein même du pays, ou contraints de fuir vers les pays voisins. »

« Les récentes guerres en Irak et en Afghanistan nous ont clairement démontré que les problèmes politiques internes et complexes au Moyen-Orient ne peuvent être résolus par une guerre civile ou une intervention militaire extérieure, sans que ce ne soit au prix de nombreuses vies et de la dignité humaines. Pour parvenir à des solutions durables, la communauté internationale doit exercer une pression et appeler au dialogue et à la négociation de solutions en Syrie. »

« Nous exhortons toutes les parties syriennes à déposer les armes et à travailler main dans la main, afin de mettre en place un gouvernement de transition reposant sur les valeurs d'inclusivité, d'égalité des genres et de respect de la législation internationale sur les droits humains. Nous appelons les nations du monde entier à unir leurs forces pour soutenir la paix, et non la guerre, sur le territoire syrien. Une escalade de la guerre en Syrie pourrait venir aggraver la situation déjà précaire dans la région, notamment en Egypte. »

Le Président américain, Barack Obama, a demandé au Congrès d'avaliser les représailles à l'encontre du régime de Bachar al-Assad en raison du supposé recours au gaz sarin par le gouvernement syrien lors d'une attaque meurtrière survenue le 21 août dernier, qui aurait coûté la vie à près de 1 500 personnes et en aurait blessé un nombre plus important encore. Selon certains rapports, la guerre civile qui secoue actuellement le pays aurait déjà déplacé plus de 7 millions de Syriens.

Au Royaume-Uni, la Chambre des communes a rejeté l'éventualité d'une intervention militaire contre le Président Bachar al-Assad. La France est le seul allié européen majeur en faveur d'une offensive militaire contre la Syrie.

Lorsque la Révolution syrienne a débuté il y a plus de deux ans, il s'agissait d'une manifestation principalement pacifique contre la dictature brutale du régime d'Assad et du parti Baas. Si cette révolution s'est depuis lors métamorphosée en une violente guerre civile pour la prise du pouvoir, le peuple syrien appelle toujours au respect des droits humains, de la dignité, ainsi qu'à une Syrie libre et inclusive.